



Yves HULOT

*suppléante :
Laure d'Assonville*



Votre député pour défendre l'intérêt général

Madame, Monsieur

Libre, profondément attaché aux valeurs de l'intérêt général, je suis candidat aux élections législatives dans la 18^e circonscription de Paris. Ni politicien partisan de carrière, ni soutenu par aucun groupe de pression ou d'intérêt de quelque nature que ce soit, je ne milite que pour le mouvement que j'ai créé début 2017, **l'Union pour l'Intérêt Général**. Ce mouvement vise à nous réapproprier par un débat clair et serein la notion d'intérêt général qui fonde notre droit public, à nous associer à l'élaboration et à la mise en œuvre des décisions qui nous concernent, à réveiller les énergies nécessaires afin d'œuvrer pour le bien commun. C'est ainsi, et dans cette perspective pédagogique et unificatrice, que j'entends porter votre voix à l'Assemblée Nationale. Le Parlement des partis, des « familles politiques », doit faire place à une Assemblée constituée largement de Représentants responsables, engagés, intègres dont l'indépendance nécessaire est assurée institutionnellement. Ils doivent rechercher dans un dialogue constructif le compromis nécessaire à la résolution des défis que connaît notre pays.

Ces initiatives et ces positions résultent d'espoirs et d'exaspérations que je pense partager avec vous.

Espoir de voir notre extraordinaire pays s'épanouir dans une **fraternité distincte de la famille, de la religion et de l'économie, fondée sur une culture partagée et ouverte exprimant la liberté d'aimer, de savoir et de faire**. Espoir de voir éclore ses multiples talents dans tous les domaines que l'esprit humain peut conquérir. Espoir enfin de nous voir ensemble agir de manière plus responsable sur le plan social et environnemental, en France, dans l'UE et dans le reste du monde. Exaspération hélas face aux **effets de plus en plus dévastateurs pour trop d'entre nous et pour notre environnement de l'égoïsme de quelques-uns**. Exaspération décuplée quand elle est le fait d'élus de la République. Exaspération de voir l'opinion et le commentaire se substituer à l'information, si nécessaire pourtant, avec la capacité d'en tenir compte, pour comprendre, débattre et orienter la marche d'un monde de plus en plus complexe. Exaspération enfin de voir le repli identitaire menacer par la division en communautés d'intérêt, notre cohésion nationale. Les fondements de la Démocratie et de notre République s'en trouvent fragilisés. Et cela sans compter les menaces extérieures, qui s'appuient sur nos divisions, voire les entretiennent.

Si je ne suis pas politicien de carrière, cela ne signifie pas mon désintérêt de la politique. Professeur certifié hors-classe d'éducation

musicale à Paris depuis dix-sept ans dont neuf en éducation prioritaire (Collèges Marie Curie et Berlioz - Paris 18^e) et trois en tant que formateur pour les professeurs des écoles, j'ai porté de nombreux projets culturels et interdisciplinaires. J'ai également une expérience professionnelle antérieure.

Après l'obtention du diplôme de l'ESSEC, j'ai eu un parcours professionnel dans le domaine des statistiques, tout d'abord au ministère de la Culture, sur la question des dépenses culturelles publiques, puis au CREDOC, sur la question des opinions et conditions de vie des français. Une transition, marquée par une période de reconversion - administrateur, auto-entrepreneur, reprise d'études - et de chômage, m'a conduit ensuite vers l'enseignement de la musique. Je m'y suis totalement investi : par passion pour la matière et par engagement pour répondre à la nécessité de transmettre une culture musicale, partie essentielle d'une culture plus vaste que je considère depuis longtemps comme le ciment de notre société.

C'est principalement vers les plus jeunes que ma mission s'adresse. Elle a pu concerner directement vos enfants. Environ déjà huit cents ! Quelques uns ont ainsi pu chanter l'hymne national sur les Champs-Élysées et visiter l'Élysée le 14 juillet dernier. D'autres ont obtenu le prix académique du concours national de la Résistance et de la Déportation grâce à un projet interdisciplinaire ambitieux mené avec des collègues investis. Cette mission est pour moi source de fierté et synonyme d'espoir.

Maintenant âgé de cinquante et un ans, marié et père de trois enfants, j'ai à cœur de porter cet engagement et ces valeurs sur le terrain de la loi. L'année 2017 est une année charnière pour notre République et notre Démocratie. De la composition de notre Assemblée dépendra bien des aspects de notre avenir. Je crois qu'il passe nécessairement par une plus grande indépendance et diversité de nos représentants, mais aussi par une plus grande efficacité et transparence des mécanismes de justice et de régulation, de plus grandes marges de manœuvre budgétaires que des institutions françaises et européennes repensées devront offrir.

C'est pour défendre ces principes que j'ai l'honneur de solliciter votre suffrage. Unis pour l'intérêt général, en France et dans l'UE, nous serons plus à même de faire face à l'avenir.

Je vous remercie de votre confiance

Dans le travail parlementaire - propositions de loi, amendements, contrôle de l'exécutif, commissions, débats, questions, permanences... - je défendrai grâce à vous et en votre nom les propositions suivantes dans quatre domaines : **institutions-justice, sécurité-défense-diplomatie, éducation-culture-jeunesse, économie-fiscal-social.**

1 Institutions - Justice : plus d'efficacité.

Supprimer les départements et le Sénat, accélérer les regroupements de communes. Diminuer le nombre de députés. Donner une représentation proportionnelle avec prime majoritaire à l'Assemblée. Interdire le cumul des mandats y compris dans le temps pour les parlementaires. Établir un statut des assistants parlementaires pour éviter les dérives. Interdire de recourir aux cavaliers législatifs qui entretiennent la complexité fiscale. Transformer l'administration fiscale en agence indépendante placée sous le contrôle du Parlement ou en transférant le pouvoir de décision finale sur les dossiers à une autorité indépendante, sous le contrôle du Parlement. Mieux évaluer les lois en amont et en aval (recours plus fréquent à la microéconomie). Accélérer la publication des décrets, la transposition des directives européennes. Rendre le parquet indépendant (révision de la Constitution obtenue par référendum). Accélérer les procédures en première instance. Réduire les délais du contrôle juridictionnel des décisions des autorités nationales de concurrence en première instance. Développer des aides juridictionnelles. Augmenter le nombre de magistrats. Accélérer la mise en place du dépôt électronique des requêtes, accroître la disponibilité d'informations en ligne sur le système judiciaire à destination du grand public.

2 Sécurité - Défense - Diplomatie : plus d'indépendance.

Renforcer les moyens alloués pour sécuriser les frontières de l'espace Schengen. Exiger une meilleure coordination des services de sécurité et de renseignements intérieurs et extérieurs en France et sur le plan européen. Investir dans notre défense européenne. Développer la prévention, la police de proximité. Renforcer les services de la DGSI, la lutte contre le trafic des drogues dures. Dépénaliser et encadrer la consommation du cannabis. Mettre en place des conditions décentes de détention dans les prisons. Développer une meilleure réinsertion des anciens détenus. Rééquilibrer le rapport UE-OTAN pour davantage d'indépendance. Rendre plus visibles les différentes lectures non totalitaires de l'Islam. Interdire les

financements étrangers des mosquées et des lieux de formations. Contrôler la formation des imams. Renforcer la lutte contre les sectes. Endiguer la propagande russe, ses réseaux politiques en Europe, promouvoir une politique active de diffusion audiovisuelle en langue russe. Renforcer la francophonie, les échanges économiques et culturels en particulier avec le Maroc, la Tunisie et l'Algérie et l'ensemble des pays d'Afrique subsaharienne francophone.

3 Éducation - Culture - Jeunesse : plus d'épanouissement.

Repenser les parcours éducatifs dans le temps, en particulier pour ceux qui connaissent les plus grandes difficultés, par une conception semblable à celle des unités de valeurs universitaires. Sectoriser les établissements scolaires sur le plus large périmètre possible pour réduire les écarts de mixité sociale entre eux. Diminuer le recours aux contractuels. **Introduire la pratique obligatoire et salubre, de la musique, de la danse et du théâtre de la petite enfance jusqu'au baccalauréat en regroupant dans l'éducation nationale les structures d'enseignement spécialisé.** Renforcer la dimension interdisciplinaire des formations disciplinaires à l'Université. Recourir le plus systématiquement aux logiciels libres. Rendre l'exception pédagogique plus proche de l'usage loyal nord-américain, pour permettre aux enseignants d'utiliser librement des reproductions numériques des œuvres dans leurs pédagogies. Développer les échanges linguistiques dans l'UE sous forme de programmes de type ERASMUS dès le primaire. Rendre obligatoire le service civique ou militaire sur dix mois en prenant en charge le permis de conduire des plus défavorisés. Permettre une expérience professionnelle avant l'entrée dans la vie active des jeunes qui ne poursuivent pas d'études après 18 ans. Ré-attribution des concessions audio-visuelles pour les mieux-disant culturels. Suppression de la publicité sur les chaînes publiques. Politique audiovisuelle axée principalement sur la carence estimée de l'offre de production et de diffusion.

4 Economie-fiscal-social : plus d'égalité.

Sur le plan de l'UE : Doter la BCE d'un mandat pour lutter contre le chômage, créer un parlement et un budget conséquent pour la zone euro, mutualiser la dette souveraine au-delà des 60 % du PIB, permettre à la BCE d'acheter directement aux États en évitant l'inflation, rééchelonner la dette grecque voire l'annuler en partie, se doter d'une politique de change. Se doter d'une politique positive et dynamique de la

natalité, de l'immigration et de l'équilibre territorial national comme européen. Lancer des investissements européens d'intérêt général ambitieux : transition énergétique, échanges éducatifs et culturels, apprentissage linguistique et mobilité professionnelle, politique industrielle et agricole durable, innovation recherche et développement. Définir l'euro comme une monnaie internationale et l'utiliser pour des contrats d'hydrocarbures par exemple. Refonder le système monétaire international actuel instable qui privilégie de manière illégitime le dollar américain, en recourant aux DTS du FMI. Dissuader et sanctionner efficacement, pénalement si besoin, les mauvaises pratiques fiscales, sociales et environnementales. Renforcer la lutte anti fraude. Élargir à tous les pays de l'UE une taxe sur les transactions financières. Reconduire et étendre à l'UE la taxe sur les bonus des opérateurs de marché. Parvenir après un large débat à une harmonisation fiscale ambitieuse de la zone euro.

Sur le plan National : Simplifier l'environnement juridique des entreprises. Renforcer la représentation des salariés dans l'entreprise y compris de taille intermédiaire, mieux y inclure, dans le cas d'entreprises œuvrant dans un domaine d'intérêt général (santé, environnement...), les parties prenantes (citoyens, collectivités, associations...). Investir dans la formation qualifiante et la revalorisation de l'emploi industriel. Pour les TPE et PME, adopter une fiscalité incitative à l'investissement et à l'emploi. Réduire le nombre de niches fiscales. Créer une fiscalité écologique. Accélérer le recouvrement des impôts. Investir en recherche et développement, en favorisant l'exportation. Mieux lier la politique du logement (construire un nombre suffisant de logements neufs et de logements sociaux) avec l'aménagement durable du territoire et la mixité sociale. Revoir la politique de l'aide au logement pour éviter qu'elle soit absorbée par la hausse des prix du loyer. Supprimer les droits de mutation à titre onéreux lors des acquisitions immobilières. Simplifier les normes (nombre, formulation). Engager les entreprises à internaliser par des normes simples, des quotas et une fiscalité adaptée (incitative ou dissuasive) l'impact sur la santé, l'environnement, l'économie et le tissu social de leurs modes de production et de distribution. Symétriquement, renforcer de manière transparente et pluraliste la pertinence, l'accès et la lisibilité par les citoyens de l'information sur les entreprises, leurs produits et leurs services ainsi que leur impact dans ces quatre domaines.

 @yveshulot

 facebook.com/YvesHlt